

La lutte non-violente: **élargir**

Des Indignés espagnols à Occupy Wall Street, du blocage du sommet de l'OMC en 1999 à Seattle à la multiplication des actions directes contre les fossoyeurs du climat, les mouvements non-violents ont fleuri sur la planète, ces dernières décennies. Avec certains principes et pratiques à l'œuvre.

Pauline BOYER, activiste climat avec Alternatiba et Action Non-Violente COP21 (ANV-COP21)

Aux quatre coins du monde, les corps s'approprient l'espace public et l'envahissent pour rendre visibles les injustices. Ils s'activent pour bloquer la machine destructrice entraînée par un système économique libéral mondialisé qui a pénétré nos vies quotidiennes et a fait de chacune et chacun d'entre nous ses victimes et ses complices à la fois. Déterminés, les citoyens s'allongent devant les pelleteuses, bloquent des axes, des bâtiments stratégiques, et désobéissent aux pouvoirs en place en s'exposant à leur répression.

L'image des CRS pulvérisant des gaz lacrymogènes sur les activistes d'Extinction Rebellion (XR) assis les uns contre les autres au milieu du pont de Sully, à Paris, le 28 juin 2019, a suscité une indignation massive et l'ouverture d'une enquête pour « *violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique* » par le parquet de Paris⁽¹⁾. Les images de la répression ont sans doute médiatisé davantage le message d'Extinction Rebellion que l'action de blocage du pont en tant que tel.

Aujourd'hui, en France, on part en manifestation comme on part au front. Avec du sérum physiologique dans les poches et en espérant ne pas finir avec du gaz lacrymogène dans les poumons, un bout de grenade de désencerclement dans un membre, ou défiguré par une balle de LBD.

Face à la répression, l'attitude non-violente

Annoncer et respecter le cadre non-violent d'une action ne garantit pas une réponse sans violence des adversaires et des forces de l'ordre. Dans la rue, les corps s'exposent dans toute leur vulnérabilité aux dangers de la répression d'un système qui estime normal

d'exercer sa « légitime » violence contre des manifestants. Cependant, dans la mesure où les militants et militantes s'y préparent, ils et elles arrivent à réduire considérablement l'impact déstabilisant de la répression que recherche l'adversaire politique. L'attitude non-violente est une pratique qu'ils acquièrent à la fois par la formation – par exemple les simulations d'actions mises en place dans les Camps climat⁽²⁾ – et la pratique – en faisant et en refaisant des actions. L'entraînement augmente leur résilience physique et psychologique face à la répression, de manière à pousser toujours plus loin leur niveau d'engagement quand cela est nécessaire. Le risque de répression physique et judiciaire doit donc être évalué avant chaque action, pour juger si les activistes pourront y résister. Les militants se préparent à la violence de l'adversaire pour mieux tenir face à celle-ci, mais aussi pour faire en sorte qu'elle se retourne contre lui : en montrant que le système fait usage de la violence contre des personnes non violentes et sans armes, ils mettent en question sa crédibilité aux yeux de la population.

La nécessité des critères d'action

Mener une action consiste à poser un conflit, nécessaire pour révéler les injustices et les situations d'urgence écologique, et les divergences d'intérêts. Il doit permettre de communiquer des revendications claires et de créer les conditions d'un dialogue et surtout d'une résolution non-violente de ce conflit. Le respect de l'intégrité des personnes du camp adverse est donc une nécessité incontournable. Les notions de violence et non-violence étant subjectives, il faut préciser un cadre commun pour mener des actions de manière collective. Des critères d'action sont définis par les groupes organisateurs, comme pour les mouvements de désobéissance civile Action Non-Violente COP21⁽³⁾, Ende Gelände⁽⁴⁾ ou Extinction Rebellion⁽⁵⁾, afin que les activistes puissent se retrouver sur une manière d'agir suffisamment commune.

L'action doit être comprise en un clin d'œil, toucher les cœurs ou interloquer par son originalité et son illégalité. L'action non-violente fait appel à la conscience des citoyens, et à leur capacité à juger de la légitimité de celle-ci.

Si la plupart des actions traditionnelles ne sont pas violentes par essence, les actions non-violentes sont menées dans l'intention de la non-violence. Organiser une action qui n'est pas violente n'est pas la même chose qu'organiser une action non-violente. Le respect de la non-violence dans l'action est fondamental pour faire passer le message de l'action et renforcer la lutte. Le choix

(1) « Evacuation du pont de Sully: le commandant des CRS a lui-même perdu connaissance "par suffocation de gaz lacrymogène" », in *Le Monde*, 16 juillet 2019 (www.lemonde.fr/societe/article/2019/07/15/occupation-du-pont-de-sully-le-commandant-des-crs-a-lui-meme-perdu-connaissance-par-suffocation-de-gaz-lacrymogene_5489622_3224.html).

(2) Organisés par Alternatiba, ANV-COP21 et les Amis de la Terre (<https://campclimat.eu/>).

(3) Pour les principes et critères de l'action non-violente pour ANV-COP21, voir <https://anv-cop21.org/criteres-non-violence-3/>.

(4) Pour le consensus de l'action d'Ende Gelände (coalition anticharbon) de 2019, voir www.ende-gelaende.org/fr/consensus-d-action-2019/.

(5) Pour le consensus d'action non-violent d'Extinction Rebellion, voir <https://extinctionrebellion.fr/consensus-action/>.

(6) Alternatiba, « Une stratégie imposée par la force », 27 septembre 2019 (<https://alternatiba.eu/2019/09/strategie-imposee-par-la-force/>).

L'horizon de la contestation



© FRANÇOIS GONOD

28 novembre 2019. En amont du vote de la loi relative à l'économie circulaire, cent-treize activistes d'ANV-COP21 et des Amis de la Terre bloquent pendant plusieurs heures l'entrée du centre de distribution d'Amazon, à Brétigny-sur-Orge, pour dénoncer ses impacts en termes de destruction d'emplois et de réchauffement climatique.

d'une stratégie non-violente, articulant différentes actions pour mener une lutte, résulte donc d'une décision démocratique par le collectif en lutte.

Quand la répression parvient à gagner

La tournure qu'a prise la Marche pour le climat du 21 septembre 2019 à Paris illustre les conséquences du non-respect des critères d'action par certaines personnes participantes, et d'un comportement agressif des forces de l'ordre⁽⁶⁾. Plus de quatre-vingt-dix organisations diverses impliquées dans l'organisation et appelant à cette Marche avaient fait le choix d'un cadre d'action non-violent pour cette mobilisation qui se voulait familiale, largement ouverte. Dès le début, la Marche a été infiltrée par des centaines de Black blocs. Les forces de l'ordre se sont emparées de ce prétexte pour faire un usage disproportionné et généralisé de la force. Ce jour-là, les personnes ont été empêchées par la police de quitter le cortège pour se mettre à l'abri, et ont subi la brutalité de la répression sans y être préparées. Beaucoup ont été choquées. L'intervention d'une minorité de manifestants ne respectant pas le cadre d'action a été instrumentalisée par les forces de l'ordre pour légitimer leur répression violente. Elle a éclipsé la dimension massive de cette

mobilisation populaire pour le climat et a permis au système de mettre un grand coup de canif dans la liberté de manifester dans l'espace public.

Les Marches pour le climat ont été les premiers pas dans le mouvement climat de dizaines de milliers de personnes. Co-organisées depuis septembre 2018 par une multitude de mouvements et d'organisations, elles sont encadrées par des centaines de bénévoles chargés de prévenir les cas de montée en tension ou d'intervenir pour la faire redescendre. Le respect du cadre non-

«L'attitude non-violente est une pratique que les militantes et militants acquièrent par la formation et la pratique. L'entraînement augmente leur résilience physique et psychologique face à la répression, de manière à pousser toujours plus loin leur niveau d'engagement quand cela est nécessaire.»

« Les militants se préparent à la violence de l'adversaire notamment pour faire en sorte qu'elle se retourne contre lui : en montrant que le système fait usage de la violence contre des personnes non violentes et sans armes, ils mettent en question sa crédibilité. »

violent des marches est nécessaire, pour massifier le mouvement. Il permet à de nombreuses personnes et à des familles de rejoindre les manifestations, alors qu'elles ne viendraient pas en cas de risques de violences. D'autre part, le maintien du cadre non-violent est essentiel pour ne pas donner au système une opportunité d'anéantir le message de la mobilisation en communiquant sur des « échauffourées », et de se saisir de ce prétexte pour décourager la présence d'un public large et populaire. Une marche, dont l'objectif est de rassembler le plus grand nombre, rate son objectif quand éclate la violence.

Les Faucheurs volontaires d'OGM ont reçu un soutien déterminant de la population, suite à la médiatisation de leurs nombreux procès. Cette mobilisation a joué un rôle énorme dans leur victoire avec l'obtention du moratoire qui a mis un coup de frein au développement des cultures OGM, en France. La répression peut donc être l'opportunité d'accélérer les luttes si on est en mesure de faire en sorte qu'elle se retourne contre l'adversaire. La répression juridique suite aux actions de décrochage de portraits d'Emmanuel Macron des mairies a entraîné une grande vague de procès politiques d'activistes d'ANV-COP21. En septembre 2019, la victoire politique brisant le plafond de verre médiatique a été obtenue par la relaxe, pour état de nécessité, de deux décrocheurs à Lyon. Elle illustre la nécessité de penser des actions posant des dilemmes aux adversaires et d'avoir en tête l'utilisation de la répression pour faire avancer la lutte. Les procès deviennent alors des armes politiques pour accroître les rapports de forces.

Un objectif : la non-coopération au système

En 2014, l'association Bizi! et les Amis de la Terre ont obtenu le retrait de la Société générale du projet Alpha Coal, dans lequel la banque jouait un rôle central. Ce projet de mine de charbon géante en Australie aurait contribué à aggraver le dérèglement climatique. En quelques mois, cette campagne, véritable cas d'école de lutte non-violente articulant entre autres plaidoyer, opération de transferts de comptes dans une banque plus éthique et occupation d'agences bancaires, a construit un rapport de forces qui a fini par convaincre des employés de la banque et contraindre celle-ci à se retirer du projet⁽⁷⁾.

Les luttes non-violentes ont pour objectif de faire changer les consciences pour entraîner un large mouvement de non-coopération au système générant les injustices dénoncées. Si chaque citoyenne, chaque citoyen représente une brique formant un pilier de soutien du pouvoir, l'objectif est d'en retirer le plus possible pour qu'il s'effondre. A ce moment, l'adversaire est obligé de

négoier et d'accéder aux revendications devenues populaires. L'organisation de la lutte a pour objectif de faire grandir les rapports de forces pour persuader ou obliger l'adversaire à accéder à la demande.

De la contestation à la création d'alternatives

Après avoir longtemps essayé de proposer des alternatives agricoles au sein de la chambre d'agriculture officielle où l'agriculture intensive prévaut, des paysannes et paysans du Pays basque ont fondé leur propre structure leur permettant de s'organiser pour soutenir la mise en place et le maintien d'une agriculture respectueuse de leurs terres et du climat. En 2005 est ainsi née Euskal Herriko Laborantza Ganbara⁽⁸⁾. Michel Berhocoirigoin a été poursuivi à deux reprises par l'Etat pour présider cette structure illégale. Cette répression judiciaire a suscité une mobilisation de la population locale⁽⁹⁾. L'action non-violente ne consiste donc pas seulement à demander ses droits, mais également à les prendre, et à créer par soi-même, avec l'organisation citoyenne, les institutions nécessaires au type de société dans lequel nous souhaitons vivre.

Les luttes non-violentes permettent non seulement d'entrer dans la contestation mais représentent également une partie de la solution dans ce qu'elles incarnent et mettent en œuvre en cours de lutte. Cela va au-delà de la rue : il s'agit d'organiser le contre-pouvoir et d'expérimenter la transformation sociétale motivant la lutte. Les luttes non-violentes articulent entre elles un large répertoire d'actions, le plus souvent légales, comme les pétitions, les marches, les stands d'information, les lettres d'interpellation, le développement d'alternatives au système... ou illégales, avec la désobéissance civile.

D'un côté la lutte s'organise contre l'injustice, de l'autre elle propose, voire développe par elle-même les différentes structures capables d'organiser un autre type de société, ce que Gandhi appelait le « programme constructif »⁽¹⁰⁾.

La non-violence comme choix de société

« Il faut avoir éprouvé dans son corps que l'action non-violente est possible pour parvenir à une conception claire de la philosophie de la non-violence », dit Jean-Marie Muller⁽¹¹⁾.

De plus en plus de personnes en font l'expérience, déterminées à se battre pour la justice, jusqu'à prendre des risques juridiques et mettre en jeu leur intégrité physique. Ultime bouclier d'un système basé sur la violence infusant à tous les niveaux de la société, la systématisation et la disproportion de la répression, sa violence, sont à dénoncer sans relâche. En donnant aux citoyennes et citoyens un pouvoir d'agir dans des mouvements organisés autour de la résistance et de la construction, et en élaborant des actions dont l'éventuelle répression coûte à l'adversaire, voire se retourne contre lui, les luttes non-violentes élargissent l'horizon de la contestation. ●

(7) Barnabé Binctin, Reporterre, « Une victoire non-violente pour le climat : la Société générale abandonne Alpha Coal », 6 décembre 2014 (<https://reporterre.net/Une-victoire-non-violente-pour-le>).

(8) Qui signifie en langue basque « Chambre d'agriculture du Pays basque ».

(9) Chloé Rebillard, Reporterre, « Au Pays basque, les paysans ont créé leur chambre d'agriculture alternative », 17 février 2020 (<https://reporterre.net/Au-Pays-basque-les-paysans-ont-cree-leur-chambre-d-agriculture-alternative>).

(10) Jean-Marie Muller, *Le Dictionnaire de la non-violence*, Edition du Relié, 2014.

(11) Idem.